

Quelques réflexions (très) personnelles

Paul Zumthor

Volume 34, numéro 5 (203), octobre 1992

Le Québec des écrivains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31419ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zumthor, P. (1992). Quelques réflexions (très) personnelles. *Liberté*, 34(5), 102–104.

PAUL ZUMTHOR

QUELQUES RÉFLEXIONS (TRÈS) PERSONNELLES

1.1. *Le politique* (je mets le mot au masculin pour lui laisser son sens antique, désignant la pensée et le souci du bien commun) relève de notre humanité même, et l'écrivain ne peut s'en désintéresser sans renier une part de sa propre identité, et sacrifier ainsi, en quelque manière, la rectitude profonde de son œuvre.

2. *La politique*, c'est évidemment autre chose: mettons, l'ensemble des techniques, bricolages et compromis (pour ne pas dire compromissions) qui contribuent ou sont censés contribuer à la réalisation *du* politique. En ce sens, l'écrivain n'a généralement pas qualité pour se mêler de politique — quoique, individuellement, tous les degrés d'engagement soient possibles et, dans les cas de crise publique grave, souhaitables, voire nécessaires.

3. Du moins, en toute occasion, l'écrivain se doit-il (en vertu de son rapport spécifique avec le langage et avec la société) d'exercer envers *le* et *la* politique un jugement critique et, dans la mesure du possible, lucide.

II. Vivant au Québec depuis vingt ans, ayant noué des liens étroits avec ce pays et m'intéressant avec chaleur à son destin, j'étais dès la fin des années 70 convaincu que la situation «politique» actuelle (au sens double que je prête au mot) est intenable, dans la mesure où le peuple québécois aspire à se donner, afin d'y épanouir sa personnalité, un cadre choisi librement et conforme à ce qu'il est devenu

aujourd'hui, après trois siècles et demi d'histoire; — dans la mesure aussi où il a le droit naturel d'agir selon ce dessein. C'est dans cet esprit que j'ai voté oui au référendum de 1980.

III.1. Douze ans ont passé. Je souhaite que l'aspiration ne se soit pas affadie; mais, à l'évidence, un élan est retombé. La déception de 1980 y est sans doute pour quelque chose, puis la mort de René Lévesque, et surtout la peur diffuse (sournoisement entretenue par certains) des risques divers, économiques et financiers en particulier, que devrait sûrement affronter un Québec indépendant.

2. Mais là n'est peut-être pas le plus grave. Le pire, c'est le discours politique, ou mieux politicien, qui, en enflant sa rhétorique et en dissimulant (volontairement?) ses présupposés, s'est depuis quelques années interposé entre le citoyen et *le* politique, engendrant une confusion de termes et de valeurs telle que, semble-t-il, plus personne ne sait exactement de quoi il parle ni quelles sont les implications de ses paroles.

3. Je pense spécialement à l'interminable débat constitutionnel qui, eu égard *au* politique bien compris, prend de plus en plus l'apparence d'un alibi. Il est bien certain qu'il ne peut y avoir d'État sans constitution. Mais on est en droit de se poser la question: est-ce la constitution qui crée l'État, ou l'inverse? Il paraît que nos politiciens de tous bords se sont rangés, par juridisme, à la première hypothèse. Et si, en cela, ils avaient tort...?

IV.1. Donner, comme le font tant de discours plus ou moins officiels, la priorité aux questions économiques, c'est, en fait, enlever cette priorité à la liberté — je désigne, par ce mot trop galvaudé, une conscience de soi liée à l'acceptation des responsabilités qui en découlent. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance des facteurs économiques. Il s'agit de morale et d'ordre des valeurs. La seule question cruciale est à la fois simple et de très longue portée; c'est: quel est, pour nous, l'ordre des valeurs capables de déter-

miner notre action collective et d'animer notre vie en tant que peuple? Cette question, il semble que *la* politique, dans notre monde, soit inapte à la poser. C'est là sans doute ce qui sépare dramatiquement notre morne époque, des temps (à jamais révolus?) des grandes et courageuses mutations historiques. Mais est-ce une raison pour se résigner à la mollesse et à l'apathie?

2. Chacun sait que, depuis dix ou douze ans, la terre entière s'est engagée dans un processus de mondialisation de l'économie et (par voie de conséquence) de *la* politique, sinon *du* politique. Dans ce contexte et par rapport à lui (contexte, en fait, d'oppression anonyme et diffuse), que signifient, réellement, concrètement, des mots tels qu'indépendance, souveraineté, autonomie, association, et tant d'autres, chers aujourd'hui à la langue de bois constitutionnelle? Ne doutons pas que ces mots aient toujours un sens; mais ce sens exige avec urgence une redéfinition, véritablement pensée en fonction de la situation mondiale actuelle, et cela non seulement au niveau de *la* politique mais à celui des valeurs morales *du* politique.

V. On ne fait pas la liberté (voir ci-dessus), on la prend... ce qui signifie qu'on en accepte l'énorme risque; pour tout le reste, on verra après. On la prend à l'instant favorable. Quel est-il, cet instant? La réponse à cette question relève *du* politique, bien plus que de *la* politique. Telle est du moins, me semble-t-il, la balbutiante leçon de l'histoire.